

Il n'y a pas une Afrique mais des «Afriques»

■ Services, BTP, exploitation minière, les cibles

■ Le risque pays et le climat des affaires s'améliorent

■ Le Ghana, la porte d'entrée anglophone sur les pays francophones

besoins, notamment le développement des infrastructures, l'exploitation des matières premières et les échanges extérieurs. A l'appui, le climat des affaires reste positif et les risques ne sont pas élevés par rapport au reste du monde. Et le retour sur investissement est aussi rapide que rémunérateur: entre 18 et 20% de marge.

«Mais l'Afrique est à analyser selon différents blocs», nuance Batlle. Il y a d'abord un pôle en construction constitué par l'Egypte, la Libye et la Tunisie. Ces pays qui restent sous l'effet du «printemps arabe» se distinguent encore par une ins-

de développement: Gabon, Sénégal et Bénin.

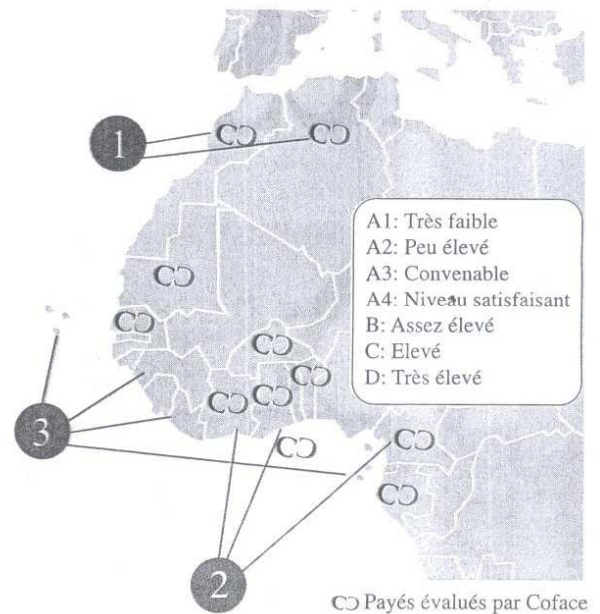
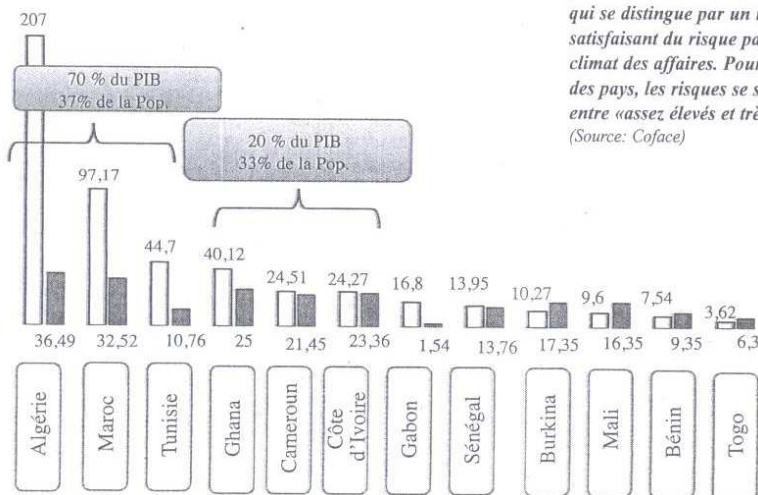
Mieux, on relève aussi l'émergence de quelques champions régionaux présentant les mêmes indicateurs des Brics durant les années 2000. (Voir article page V).

Fait nouveau, l'intérêt de certains pays anglophones vers les zones francophones. Et le bal a été ouvert par l'Afrique du Sud dont les investissements s'orientent vers le Ghana. «Un pays servant de laboratoire pour pénétrer le Nigeria», révèle le directeur adjoint de la Coface pour la région Méditerranée et l'Afrique. Un marché énorme

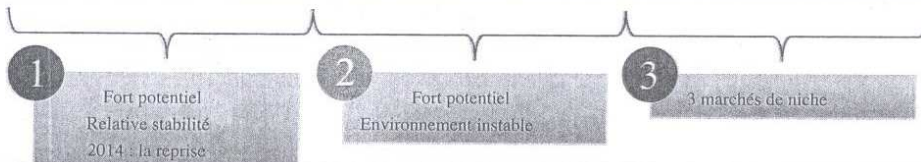
Au-delà de cette classification, l'Afrique, bien que plurielle, présente tous les prémices «d'un moteur de développement à l'échelle mondiale», anticipe Batlle. Pour preuve, le continent se distingue par une grande part d'étudiants qui font leur formation à l'étranger. L'émergence d'une classe moyenne y est aussi une réalité. Ce qui est un signe de stabilité et de renforcement de la transparence. L'engouement constaté pour le grand projet routier, le «Trans-Afrique» à partir du Cameroun est aussi un gage du renforcement de la marche des affaires. Le coût du transport et

Trois groupes de pays émergent

Au Maghreb, les deux tiers du PIB sont réalisés par 40% de la population. Excepté la Tunisie, l'évaluation de ces pays reste positive. Avec en tête le Maroc qui se distingue par un niveau satisfaisant du risque pays et du climat des affaires. Pour le reste des pays, les risques se situent entre «assez élevés et très élevés» (Source: Coface)



	Maroc	Algérie	Tunisie	CI	Cameroun	Ghana	Gabon	Sénégal	Bénin	Burkina	Mali	Togo
Evaluation pays	A4	A4	B	C	C	B	B	B	B	C	D	C
Environnement des affaires	A4	B	B	C	C	B	C	B	C	C	C	D



L'AFRIQUE attire de plus en plus les investissements intra et extra-continent. Et la dynamique est promise à une forte croissance. Le constat est dressé par Jean-Christophe Batlle, directeur adjoint de la Coface pour la région Méditerranée et Afrique qui était l'invité du Club de L'Economiste. Des flux qui répondent à plusieurs

talement politique. Ensuite, l'Afrique de l'Ouest dont les signaux de croissance s'annoncent positifs, notamment en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Mali. Dans ces pays les prévisions de l'assureur crédit sont en ligne avec le constat sur le terrain. Un constat renforcé par les politiques de grands chantiers touchant le BTP. Trois marchés de niche sont également en phase

mais dont le risque reste élevé. Le Nigeria recèle en effet d'importantes potentialités de par son poids démographique, d'énergie pétrolière et de matières premières. Il forme avec l'Afrique du Sud et l'Egypte le trio de mastodontes. Mais dans ce tableau, des incertitudes pèsent également sur l'Afrique centrale où le risque pays est jugé entre élevé à très élevé.

le déficit des infrastructures routière et ferroviaire s'érigent comme principaux handicaps au commerce extérieur. Cette situation entrave par ailleurs des projets industriels, notamment de transformation de matières premières.

Est-ce à dire que l'Afrique peut d'ores et déjà entamer son industrialisation? Pour

Il n'y a pas une Afrique mais des «Afriques»

(Suite de la page II)

Jean-Christophe Batlle, différents paramètres restent à maîtriser. Ils sont liés aux coûts fixes, à la main-d'œuvre qualifiée et surtout aux capacités du marché.

Ce qui est sûr, c'est que de nombreux pays du continent enregistrent depuis plusieurs années des taux de croissance parfois à deux chiffres sans toutefois promouvoir

les bases d'une véritable industrialisation. Angola, Nigeria, Tchad, Mozambique et Rwanda font partie des dix pays au monde dont le PIB a crû plus rapidement sur la dernière décennie mais leur économie est restée dépendante pour l'essentiel de l'export des matières premières.

sa productivité agricole est très faible. Alors que le Ghana a connu une détérioration de son secteur manufacturier et une chute de la compétitivité de ses exportations. Au point que son économie repose largement sur les ventes de minéraux non transformés. Et ces cas ne sont pas isolés. □

Le Maroc a injecté 41 milliards de DH sur 10 ans

EN 2013, l'Afrique subsaharienne a capté près de 98% des investissements marocains destinés au continent. Les banques, les télécommunications, les mines ou encore l'immobilier et le transport concentrent l'essentiel des flux vers cette région. Des flux qui s'effectuent, pour la majorité, sous forme de prise de participation. Mais certains groupes s'orientent vers la mise en place d'unités de production ou de distribution (ciment, matériel électrique et engrais).

Entre 2008 et 2013, l'encours des investissements marocains s'élève à plus de 41 milliards de DH. La répartition par pays en 2012 et 2013 place la Côte d'Ivoire en tête des destinataires avec 52% des flux. Pour les autres pays, le Cameroun a occupé le premier rang en 2011 avec 47,7% et le Mali avec 54% durant les années 2009 et 2010. Ce dernier pays est toutefois en tête du peloton en termes de l'encours global arrêté en 2012: 25,5%. Mais de manière générale, l'Afrique subsaharienne détient l'essentiel des IDE marocains. Sa part par rapport au continent s'élève à 97,8% en 2013. □

Les cas du Botswana et du Ghana sont édifiants à cet égard. L'économie du premier pays, loué pour sa croissance de 9% sur 10 ans, reste basée sur la production et l'exportation de diamants, son industrie manufacturière est tombée à 4% du PIB et

A. G.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Les taux de défaillance sont acceptables

(Ph. Jarfi)

La notation risque pays a été maintenue pour la plupart des économies du continent. Des améliorations sont enregistrées au niveau du climat des affaires, mais l'effort à fournir reste important. C'est le cas aussi au niveau des infrastructures pour faciliter le commerce intérieur et régional.



- L'Economiste: Dans votre grille d'analyse, les risques d'instabilité politiques seraient plus préoccupants ou plutôt la partie macroéconomique?

- Jean-Christophe Batlle: En Libye et en Tunisie l'environnement général est un peu plus compliqué. Nous avons eu une alerte sur le Ghana en raison des déséquilibres financiers liés aux retards pris sur le chantier économique et à une politique assez expansive en matière d'investissements. Cela nous a amené à mettre le pays sous surveillance. Hormis ces cas, les signaux sont positifs. La plupart des pays ont une notation risque pays qui a été maintenue. En outre, la réouverture de la Côte d'Ivoire en début d'année est un signe encourageant.

Ceci étant, l'environnement des affaires est toujours difficile comparativement à d'autres régions du monde. Mais il reste acceptable. Les taux de défaillance qu'on peut relever sur les marchés africains ne sont pas plus élevés que les standards à l'international.

- Concrètement, quel est le climat des affaires aujourd'hui?

- Les opérateurs ont tous intégré l'environnement des affaires en Afrique. Pour

certains, les marges les plus importantes en produits de consommation ont été réalisées sur le Continent. Nous ne relevons pas de sources d'inquiétudes particulières. Même l'Egypte dans la période la plus critique n'a pas enregistré d'importantes casses. La dépréciation de 20% de la monnaie du Ghana n'a pas non plus donné lieu à une montée significative de la sinistralité.

- Le déficit en infrastructures est quand même important?

- C'est pour cela que le potentiel du continent l'est aussi. Malgré les problèmes d'infrastructures, l'on y fait des affaires. Les réseaux sont chers, mais ils existent pour arriver dans les zones enclavées.

Les chantiers en cours vont permettre l'amélioration du déversement des marchandises vers les zones jusqu'ici difficiles d'accès. Mais tout cela doit s'inscrire dans une vraie logique intégrée régionale. C'est ce qui peut faire la différence et accélérer la croissance. □

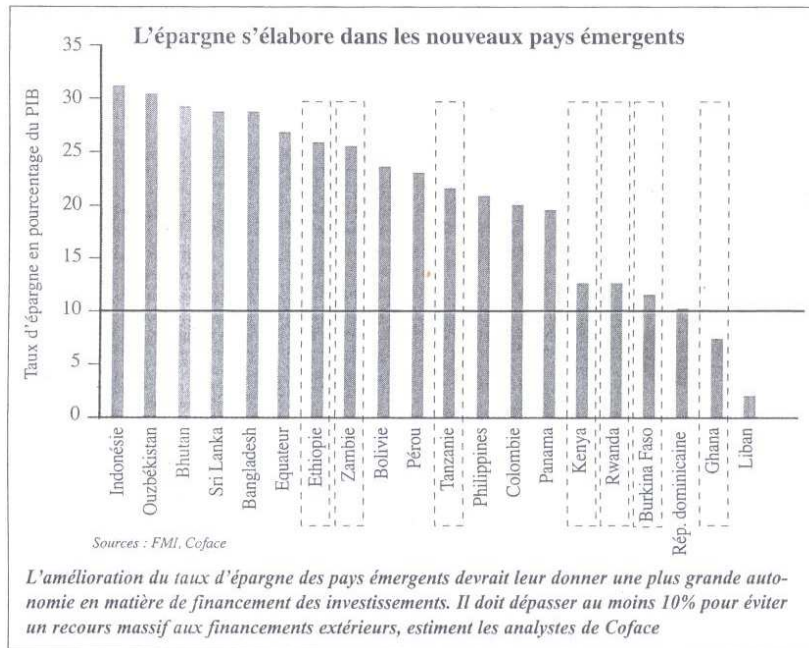
Propos recueillis par F. Fa

Les nouveaux champions anglophones

►►►
■ Quatre pays parmi les nouveaux BRICS identifiés par Coface

■ Le Maroc a besoin d'une croissance plus forte et stable sur une longue durée

TREIZE ans après l'émergence des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, South Africa), les «PPICS-KBETZ» pourraient prendre le relais. Pour Coface, les économies du Pérou, Philippines, Indonésie, Colombie, Sri Lanka, Kenya, Bangladesh, Ethiopie, Tanzanie et Zambie ressemblent beaucoup à celles des BRICS au début des années 2000. L'Afrique de l'Est, orientale et australe sont essentiellement représentées, ce qui situe un peu la dynamique d'évolution de l'activité économique sur le continent. «Ces pays ont une croissance à moyen terme qui est positive», relève Jean-Christophe Batlle, directeur adjoint région Méditerranée et Afrique à la Coface. Il était l'invité du Club de L'Economiste. De plus, l'épargne se développe. Avec les importants besoins d'investissements du continent en infrastructures notamment, l'amélioration de cet indicateur est cruciale. «Un taux d'épargne important par rapport au PIB



occupaient des rangs similaires au début des années 2000. La gouvernance n'a pas constitué un frein suffisamment fort pour les empêcher de bénéficier d'une décennie de croissance soutenue», nuance l'assureur crédit.

Si les BRICS ont évolué dans un contexte très porteur au commerce international, les nouveaux émergents doivent assurer leur croissance à d'autres

reste la partie occidentale et centrale du continent. Le potentiel y est également important. Hormis le Nigeria qui reste

une grande inconnue dans la région et un peu moins le Ghana, les autres marchés importants sont déjà conquis par les entreprises marocaines. La reprise de la Côte d'Ivoire, la principale locomotive de la région ouest-africaine constitue une bonne nouvelle. Le Cameroun et le Ghana bénéficient également d'un environnement des affaires stables. Les trois pays pèsent ensemble 20% du PIB régional et le tiers de la population. A côté, le Gabon, le Sénégal et le Bénin sont considérés comme des pays de niches. «Ce sont des pays que nous apprécions fortement», relève Batlle. Le climat des affaires et le risque pays sont jugés bons. En revanche, ce sont des marchés de petite taille. □

F. Fa

Pourquoi le Maroc n'intègre pas les nouveaux BRICS?

Pour Coface, le Maroc n'est plus un pays à potentiel au regard de son niveau de développement. C'est le contraire des nouveaux émergents africains avec des tailles de PIB qui sont relativement faibles. Néanmoins, l'exclusion du Maroc du club des nouveaux BRICS tient en partie à sa capacité de croissance à moyen terme. La croissance du PIB s'est stabilisée entre 4 et 4,5%. Or, les pays identifiés par l'assureur crédit génèrent entre 5,5 et 7% de croissance par an et les projections sur les prochaines années sont stables. «Le Maroc serait un très fort nouveau BRICS s'il arrivait à générer une croissance stable aux alentours de 5,5% sur une longue période», avance Jean-Christophe Batlle. Cela conforterait son poids et son positionnement. Le développement sur le continent ou encore la mise en route de l'Union du Maghreb Arabe pourraient apporter ce point de croissance supplémentaire. □

amène moins de volatilité dans la capacité de financement du pays», explique Batlle. Maintenant, le tableau n'est pas totalement blanc. La qualité de l'environnement des affaires et de la gouvernance ne sont pas encore au beau fixe. Le classement sur le climat des affaires est là pour le rappeler. La Zambie (85e), la Tanzanie (110e), le Kenya (131ème) et l'Ethiopie (144e) sont tous très loin dans le classement. Cela dit, «les BRICS

niveaux. Elle devrait se reposer sur la consommation intérieure même si la taille démographique est trois fois moins importante que celle des BRICS en 2001. Le rythme d'expansion dépendra aussi des échanges avec les autres pays émergents en attendant que la croissance retrouve de la vigueur dans les marchés plus matures.

Il reste qu'aujourd'hui, la zone d'expansion des opérateurs marocains